

tant de l'impôt que la compagnie Atlantic Sugar devrait normalement payer.

Notre aimable gouvernement libéral semble trouver la situation parfaitement normale. Alors que la compagnie Atlantic Sugar Refineries Limited économise et refuse de payer un impôt de \$2,300,000 au trésor fédéral pour les quelques années à venir, le Père Noël Benson annonce à certains employés de la compagnie: «Nous vous accordons un remboursement d'impôt de \$4.32 l'année prochaine si vous êtes marié, avez deux enfants et gagnez \$8,000 par an».

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Ho, ho, ho!

**M. Howard (Skeena):** Je regrette, j'ai mal lu une ligne— si vous êtes marié, avez deux enfants et gagnez \$5,000 par an. Pour ceux qui gagnent \$8,000, il dit que l'épargne sera de \$13.44. Mais l'année prochaine, la Atlantic Sugar Refineries Company Limited, cette grande société canadienne qui veut nous vendre tous aux États-Unis, épargnera \$2,300,000, tout simplement par des transferts d'actions et des ententes pour le transfert d'actions. Est-ce là un procédé juste, monsieur le président? Estimez-vous que ce soit là équitable et convenable? C'est là un exemple de vol flagrant du trésor et je n'hésiterai pas à le répéter à l'extérieur de la Chambre. Si les amis de la société Atlantic Sugar, là dans cette enceinte, qui me regardent d'un œil malveillant...

**M. Mahoney:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

**M. le vice-président:** L'honorable secrétaire parlementaire invoque le Règlement.

**M. Mahoney:** Je me demande si le député révélerait la provenance de ses barèmes fiscaux. Il s'agit, semble-t-il, de chiffres mensuels plutôt qu'annuels en ce qui concerne la réduction des impôts.

**M. Howard (Skeena):** Le secrétaire parlementaire a fait des déclarations enthousiastes récemment au sujet de la situation économique et il se trompait. Lorsqu'il en aura l'occasion, il pourra peut-être dire aux Canadiens quels seront vraisemblablement les barèmes fiscaux.

**M. Mahoney:** J'invoque à nouveau le Règlement.

**M. le vice-président:** Le secrétaire parlementaire pour un rappel au Règlement.

**M. Mahoney:** Monsieur le président, dois-je conclure que le député reconnaît qu'ils sont si peu authentiques qu'il ne peut en identifier l'origine ou qu'il ne se soucie guère de le faire?

**M. Howard (Skeena):** Non, le député n'a pas à déduire cela. Je lui ai tout simplement dit qu'il avait eu tort de déclarer comme le gouvernement s'acquittait bien de sa tâche face au chômage dans notre pays. Puisqu'il n'hésite pas à intervenir dans le débat, peut-être voudrait-il profiter de l'occasion pour nous dire ce que la structure fiscale est censée être. Si je me suis basé sur des calculs erronés, je dois dire que je n'ai pas d'autre source que la Presse canadienne qui déclare qu'ils ont été confirmés lundi par le ministère des Finances. Ce ministère déclare que pour le moment, il n'entend pas publier des exemples d'imposition comme il le fait habituellement. Donc, ces chiffres sont ceux que la Presse canadienne affirme tenir du ministère du Revenu national.

[M. Howard (Skeena).]

**M. le vice-président:** A l'ordre. La présidence sera aussi indulgente que possible à cause du rappel du Règlement, mais le temps de parole du député est écoulé depuis deux minutes et à moins d'obtenir le consentement unanime de la Chambre, il ne pourra ni poursuivre, ni expliciter ses remarques. La parole est au député de Calgary-Nord.

**M. Woolliams:** Monsieur le président, en écoutant le discours du député, l'un des aspirants à la direction du Nouveau parti démocratique à un moment donné, je n'ai pu m'empêcher d'y reconnaître un discours destiné uniquement à gagner quelques votes de plus en Ontario.

J'aurais une réponse à donner à ce genre de discours. Lorsque le député parle de réunion ou de fusion des avoirs de l'entreprise sucrière et de celle de pâtes et papier qui appartiennent aux mêmes personnes, j'estime qu'il faut s'insurger contre un pareil mythe. Le Nouveau parti démocratique serait sûrement le premier à protester si une société qui perd de l'argent fermait ses portes et lançait sur le pavé un autre millier d'hommes et de femmes. Si la direction peut faire preuve d'initiative...

**M. Howard (Skeena):** Êtes-vous actionnaire?

**M. Woolliams:** Je ne suis ni actionnaire, ni syndiqué. Messieurs, voudriez-vous maintenant m'écouter quelques minutes car j'ai quelque chose à dire.

**M. Howard (Skeena):** Je veux bien écouter tant qu'il s'agit de la vérité.

**M. Woolliams:** L'initiative qui fusionne des compagnies afin de conserver leur emploi à des hommes et des femmes me semble un objectif essentiel. On ne peut pas avoir le drap et l'argent. Le NPD déclare qu'il est terrible qu'une entreprise qui ne fait pas ses affaires fusionne avec une autre qui est rentable. Cette fusion peut cependant permettre à un millier de personnes de conserver leur emploi, et c'est là l'objet du système de la libre entreprise. C'est ce qu'a fait l'ancien parti C.C.F. en Saskatchewan. L'ancien trésorier, qui était un de mes condisciples, était plutôt entreprenant et il a laissé plusieurs millions de dollars à la province. Ce sont de belles déclarations électorales pour monter les gens contre les grandes sociétés qui fusionnent et volent le trésor. Si les sociétés peuvent s'organiser pour maintenir au Canada un niveau élevé d'emploi, tant mieux.

**Des voix:** Bravo!

**M. Woolliams:** Même si notre parti se désolidarise du NPD, nous croyons qu'il faudrait réduire les impôts. Je présume qu'il faudrait un spécialiste pour déterminer dans quelle mesure on peut réduire le revenu des particuliers et l'impôt des sociétés. Cependant, les impôts des sociétés n'ont pas été diminués pour augmenter leurs bénéfices, mais pour créer plus d'emplois et leur permettre de concurrencer les États-Unis afin que nous retenions ce marché, surtout au moment où nous avons la surtaxe et des ennuis avec le change.

Ce fabianisme est évoqué à chaque élection. Le mouvement socialiste impute toujours le chômage à l'autre parti, que ce soit au Canada ou en Europe. Au cours de la dernière dépression en Grande-Bretagne, le chef travailliste était Ramsay MacDonald, et si mes chiffres sont exacts, il y avait six millions de chômeurs. Nous avons été témoins de cet échec. Nous avons aussi vu l'échec de Harold Wilson et ce qui s'est produit au Royaume-Uni sous son mandat.